



Paris le 20 mars 2020

Messieurs les Ministres,

Voilà maintenant plusieurs semaines que les agents de la fonction publique territoriale sont réquisitionnés pour lutter contre le coronavirus, exécuter les mesures nécessaires pour limiter l'épidémie et assurer la continuité du service public. Agents territoriaux, policiers municipaux, pompiers, employés des EHPAD, agents d'hygiène et de sécurité, sans compter le personnel des mairies, qui parfois de façon bénévole, s'est mobilisé pour organiser dans les meilleures conditions les élections municipales. Ils sont tous en première ligne et font preuve d'un engagement sans faille pour assurer les missions de service public indispensables à la protection de nos concitoyens et au bon fonctionnement de notre République en ces temps de crise.

Si la Fédération Fonction Publique Territoriale CFTC s'adresse aujourd'hui solennellement à vous, c'est pour lancer un cri d'alerte et vous faire part du désarroi dans lequel les agents territoriaux se trouvent. Face à l'ampleur de la tâche et à la progression constante de l'épidémie, ils s'inquiètent de leur exposition au virus et du faible soutien qu'ils trouvent de la part de l'Etat :

- Affaiblies par des restrictions budgétaires et de personnels, les collectivités territoriales se trouvent en manque de ressources (matérielles, humaines, financières...) pour répondre convenablement à l'appel historique lancé par le Président de la République. Sous pression, ils ne savent plus comment mener à bien leur mission. Ils ont pourtant fait preuve de beaucoup de résilience pour inventer de nouvelles façons de fonctionner dans cette situation inédite alors que tout venait parfois à manquer.
- Alors que les directives les exposent plus que le reste de la population, les moyens de protection (masques, gel hydroalcoolique...) manquent cruellement partout.

On ne peut qu'adhérer et se faire le relais de l'incompréhension et du désarroi des agents sur le terrain, qui constatent le peu de soutien qu'ils obtiennent de la part de l'Etat. Les jours passent et le nombre d'appels et de messages que nous recevons ne cesse d'augmenter.

Le sens du devoir et l'attachement à la notion de service public des agents territoriaux sont les seules raisons pour lesquelles ils n'ont pas encore exercé leur droit de retrait. Mais jusqu'à quand feront-ils passer la protection de la population avant la leur ? La FFPT-CFTC demande à ce que les travailleurs de la fonction publique territoriale bénéficient de toutes les protections nécessaires à la limitation du risque de contamination dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

Enfin, alors que la pandémie nous frappe en ces temps de réformes, une fois que ce dramatique épisode sera passé, il sera opportun de reconnaître combien l'emploi des agents de la fonction publique n'est pas un simple travail mais bien une mission par laquelle le service public et le bien commun peuvent exister. Si statut il y a, c'est parce qu'il est intimement lié à ces notions fondatrices de notre modèle de société.

Nous sommes à votre disposition pour vous relayer plus en détails les retours de plus en plus alarmants qui nous parviennent des agents sur le terrain et préciser les besoins nécessaires.

Dans l'attente de vos réponses, veuillez recevoir, Messieurs les Ministres, mes très respectueuses salutations.

Président FFPT-CFTC

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Aban Reverdy